



Revue de presse

Réseau des journalistes africains spécialisés sur le développement durable et le changement climatique

Mai 2021

1





Références : OMS, UNCCD, Agenda 2030, FAO, IUCN Red List, OCHA, UNHCR, CICR, WWF, BAD, GIEC, COP 26, Fonds pour l'environnement mondial, End TB,

Table des matières

- Karali Rabah (Algérie) ; Énergies renouvelables : En 2032, l'Algérie deviendra pionnière en Afrique ? International - L'actuel, avril-mai 2021. P. 4
- Ernest Agbota (Bénin) ; Alimentation, Agriculture Et Changement Climatique ; ORTB, mai 2021. P. 6
- Chibolya Kimber (Zambia) ; Climate Change Documentary (3 parts) ; Radio Kabangabanga, May 2021. P. 7
- Anto Mulanga (RDC) ; RDC : Yangambi célèbre la plantation d'un million d'arbres ; La Guardia, 2 mai 2021. P. 7
- David Njagi (Kenya) ; Kenya's slum vendors rely on savings groups to survive COVID-19 ; Devex, 4 May 2021. P. 9
- Nassima Oulebsir (Algérie) ; Un contrat d'exécution a été signé entre le ministère de l'Environnement et GIZ : Retour au principe de pollueur-payeur ; El Watan, 6 mai 2021. P. 12
- Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Dossier réchauffement climatique en Côte d'Ivoire ; RTI-radio, 7 mai 2021. P. 14
- Ernest Agbota (Bénin) ; Restauration des terres, et si on allait à l'école de Godfrey N'Zamudjo ; ORTB, 10 mai 2021. P. 16
- Michaël Moukoungui Moukala (Gabon) ; Climat : vers une nouvelle trajectoire mondiale ; La Lettre verte du Gabon, 11 mai 2021. P. 16
- Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; Tunisie-UE-Agrochimie : Des pesticides dangereux interdits en Europe, toujours importés en Tunisie ; Agence Tunis Afrique Presse (TAP), 11 mai 2021. P. 18
- Sharon Tshipa (Botswana) ; (Hello Africa) Feature: Bicycle ambassador urges Botswana youth to embrace bicycles as clean mode of transport ; Xinhua, 12 May 2021. P. 21
- Adrienne Engono Moussango (Cameroun) ; Cameroun : Gestion durable des forêts : 600 000 hectares de nouvelles aires protégées à mettre en place ; Sciences Watch infos, 16 mai 2021. P. 23
- Adrienne Engono Moussango (Cameroun) ; Cameroun : Tuberculose : Embûches de la lutte contre une maladie gratuitement traitée ; Sciences Watch Infos, 16 mai 2021. P. 24
- Adrienne Engono Moussango (Cameroun) ; Cameroun : Reboisement : 100 000 arbres à planter dans la Lékié ; Sciences Watch Infos, 20 mai 2021. P. 27
- Stephen Tsoroti (Zambia) ; Chemical compounds endanger vultures ; Zambian eyes, 21 May 2021. P. 28





- Sharon Tshipa (Botswana) ; Feature: Chinese farmer in Botswana promoting moringa farming ; Xinhua, 24 May 2021. P. 30
- Nassima Oulebsir (Algérie) ; Le « tourisme domestique » l'expose aux dégradations : Le lac noir est victime de sa popularité ; El Watan, 26 mai 2021. P. 33
- Iragi Maroy (RDC) ; Emission Top vert : l'éruption du volcan Nyiragongo ; Top Congo FM, 26 mai 2021. P. 37
- Sarah Natoolo (Ouganda) ; Irrigation in the Nile basin ; Uganda Broadcasting Corporation, 30 May 2021. P. 37
- Romain Dekadjevi (Bénin) ; état des migrations au Bénin ; Radio Tokpa, 30 mai 2021. P. 37
- Uzman Unis Bah (Sierra Leone) ; Dryland is Hindering the Fight to Achieving the Sustainable Development Goals (SDGs 2030), GLF experts impart reporting skills ; Pan African Visions, 31 May 2021. P. 38





Karali Rabah (Algérie) ; Énergies renouvelables : En 2032, l'Algérie deviendra pionnière en Afrique ? International - L'actuel, avril 2021.

<https://www.actuel-dz.com/images/pdf221.pdf>

Lenteur. L'Algérie compte développer un partenariat « d'exception » avec l'Allemagne dans les domaines relatifs à l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la mise en place d'un plan hydrogène vert qui, graduellement, se substituera au gaz naturel.

La transition énergétique occupe une place importante dans le programme du gouvernement qui vise, outre l'intensification des efforts de prospection et de production des hydrocarbures, la diversification des sources énergétiques à travers le développement des énergies renouvelables et la promotion de l'efficacité énergétique. Cette transition devrait permettre à notre pays de s'affranchir de manière progressive de la dépendance vis-à-vis des ressources conventionnelles et d'amorcer une dynamique d'émergence d'une énergie verte et durable qui s'appuie sur la mise en valeur de ressources d'énergie inépuisables. Néanmoins, le décalage est flagrant entre le discours officiel et la réalité du terrain.

L'Algérie ambitionne de devenir pionnière en Afrique dans le domaine des énergies renouvelables

Dans une réponse orale à une question devant les membres du Conseil de la nation à propos du renoncement par l'Etat au projet écoénergétique Desertec dans le sud algérien, le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Chemseddine Chitour, a déclaré que ledit projet, qui était prévu dans le cadre d'un partenariat entre l'Algérie et l'Allemagne, n'a pas vu le jour pour la simple raison que les banques ont refusé de le financer à cause de son coût d'investissement « dépassant les 450 milliards de dollars ». Dans ce cas, autant dire que la volonté politique est loin de s'imposer pour un projet inscrit dans le plan d'action du gouvernement. Sinon, peut-on affirmer que c'est plutôt une affaire des lobbies pétroliers et gaziers qui se voient menacés par l'émergence d'un projet aussi ambitieux. Nonobstant tous les couacs qui ont freiné la concrétisation de ce mégaprojet des énergies renouvelables, cela n'a pas empêché la coopération algéro-allemande en matière d'énergies renouvelables de se poursuivre, du moins pour renouer les contacts dans ce sens.



Aussi, en haut lieu, les choses reprennent leur cours, comme en témoigne la dernière audience accordée par le président de la République à l'ambassadrice d'Allemagne en Algérie, Mme Elisabeth Wolbers. Au sortir de cette entrevue, la diplomate allemande a évoqué la coopération dans le secteur de l'énergie, considérant qu'il s'agit d'un partenariat « concentré sur les questions de la transition énergétique où il y a plusieurs projets à développer, notamment le domaine de l'hydrogène vert ».

D'ailleurs, l'Algérie compte développer un partenariat « d'exception » avec l'Allemagne dans les domaines relatifs à l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la mise en place d'un plan hydrogène vert qui, graduellement, se substituera au gaz naturel. Mieux encore, l'Algérie ambitionne de devenir pionnière en Afrique dans le domaine des énergies renouvelables à l'horizon 2032, d'après Chitour. L'intérêt pour l'Algérie de s'inscrire dans une telle logique est expliqué par le ministre qui a mis en garde qu'à l'horizon 2035, il y aura un grand déficit en matière d'hydrocarbures, d'où l'obligation de se tourner résolument vers les énergies renouvelables. Il a ajouté que « l'Algérie a dix ans devant elle pour sortir de cette dépendance et réaliser des projets d'économie d'énergie ».

Les explications d'un expert

L'analyse de l'état des lieux du secteur des énergies renouvelables par un spécialiste du domaine, en l'occurrence le directeur général du Cluster Energie solaire, Boukhalfa Yaïci, est interprétée par certains comme une remise en cause de la politique nationale relative à ce secteur. A l'occasion d'une émission de la Chaîne 3 de la Radio nationale, l'expert s'est montré quelque peu très critique dans son exposé du programme des EnR dans notre pays. Bien que des efforts soient déployés ces derniers mois par les responsables pour insuffler une nouvelle dynamique aux actions déjà entreprises dans ce domaine, Yaïci a tenté d'apporter sa contribution pour faire avancer les choses. Armé d'arguments techniques, l'expert a précisé « qu'on devait être entre 2.600 et 4.500 mégawatts en 2020, alors que nous sommes à moins de 400 MW, aujourd'hui ». Pour remédier à cette situation, l'invité de la Rédaction a estimé « qu'il nous manque un chef d'orchestre pour faire cette transition énergétique. Et il ne peut être que le président de la République ». Yaïci a remis en cause l'implication de Sonelgaz dans le processus de la transition énergétique. « Dans le plan Sonelgaz de 2035, peu de place a été laissée pour le renouvelable », a-t-il constaté, avant d'appeler à « arrêter le programme de Sonelgaz pour le combiner et s'étaler vite sur le renouvelable ». Revenant sur le programme du ministère de la Transition énergétique pour l'année en cours, Yaïci a relevé que « nous n'avons pas les moyens de lancer 1.000 MW ». Pour le réaliser, « il faut 1.000 ingénieurs, 1.000 techniciens, des juristes, des financiers. Il faut avoir du verre, de l'acier, de l'aluminium et autres composants pour fabriquer les panneaux solaires, des câbles ou autres structures ». Choses dont l'Algérie ne dispose pas pour le moment. L'instabilité juridique est également indiquée comme un frein pour le développement de ce processus. « Nos capacités sont





de 290 MW. Elles ne pourront pas être mises sur le marché à prix compétitifs pour cause d'instabilité dans l'élaboration des textes réglementaires », accusant au passage le ministère de l'Industrie d'être derrière cette situation, après la suppression de l'importation des CKD. Enfin, sur le chapitre des solutions, le premier responsable du Cluster Energie solaire recommande une véritable ouverture sur le privé, adossée à une règle du jeu transparente.



Ernest Agbota (Bénin) ; Alimentation, Agriculture Et Changement Climatique ; ORTB, mai 2021.

Alimentation, agriculture et changement climatique : Un lien solide à rétablir.

Il est impérieux de créer des systèmes agricoles solides face aux effets pervers du changement climatique et capables de s'adapter aux nouvelles exigences imposées par celui-ci. Il nous faut donc des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement telle l'agroécologie et des systèmes alimentaires moins carnés ou non carnés. L'agriculture conventionnelle est productrice des gaz à effet de serre et contribue au dérèglement climatique.

Dans cette condition, l'agroécologie – qui vise à créer des systèmes alimentaires impliquant moins de contraintes sur l'environnement et un usage plus équilibré des ressources naturelles – sera indispensable pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en restituant et en maintenant les écosystèmes, en offrant des moyens de subsistance durables aux populations et en renforçant la résilience pour faire face à la crise climatique.

Pour écouter le reportage suivre le lien : <https://soundcloud.com/user-60926866/alimentation-agriculture-et-changement-climatiquepad>

6





Chibolya Kimber (Zambia) ; Climate Change Documentary ; Radio Kabangabanga, May 2021.

Part 1. The impact of climate change on agriculture in Zambia. Testimonies from local communities.

To listen : <https://soundcloud.com/association-africa-21/radio-kabangabanga-climate-change-documentary>

Part 2 Climate change and natural hazard.

To listen : <https://soundcloud.com/association-africa-21/radio-kabangabanga-climate-change-and-natural-hazard>

Part 3 Excessive logging and climate change in Zambia could make the country unlivable within 20 years.

To listen : <https://soundcloud.com/association-africa-21/radio-kabangabanga-excessive-logging-in-zambia>

7



Anto Mulanga (RDC) ; RDC : Yangambi célèbre la plantation d'un million d'arbres ; La Guardia, 2 mai 2021.

Le lien : <https://magazinelaguardia.info/2021/05/02/rdc-yangambi-celebre-la-plantation-dun-million-darbres/>





Le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR), l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques (INERA) et l'entreprise Ressources & Synergies Development (R&SD) se sont engagés à revitaliser les terres dégradées de Yangambi Avec la plantation d'un millionième arbre, c'est une étape capitale vers l'objectif de restauration de 2 000 hectares de terres d'ici 2022 qui a été franchie cette semaine. Ce projet est exécuté depuis octobre 2018 grâce au financement de l'Union européenne.

8

Avec des fruitiers, des arbres à chenilles, et quelques espèces à forte valeur commerciale, les arbres plantés sont en grande partie des espèces à croissance rapide destinées à répondre à la demande énergétique locale.

Autrefois consacrés aux grandes plantations expérimentales de cultures telles que le palmier à huile et l'hévéa, des milliers d'hectares de terres autour de Yangambi ont été dégradés pendant des décennies. En raison de l'appauvrissement des sols et du manque d'accès aux intrants et de variétés améliorées, les agriculteurs connaissent des rendements très faibles.

Cette initiative vise alors à enrichir les sols grâce aux arbres et à promouvoir des systèmes agroforestiers performants qui peuvent apporter des bénéfices supplémentaires à la population locale.

Le Pôle émergent de recherche et développement Yangambi est confronté à un double problème, car son alimentation en électricité et en énergie thermique est insuffisante pour une production à valeur ajoutée. Une centrale de cogénération de biomasse est d'ailleurs actuellement en construction pour remédier à cette situation.





Il s'agit du premier projet du genre dans la Province de la Tshopo, a déclaré Michel Lokonda, directeur du centre de recherche de Yangambi à l'INERA. «Yangambi a un énorme potentiel pour produire de l'énergie verte grâce à la biomasse. Ce projet de restauration nous permettra d'utiliser les terres dégradées pour produire de l'électricité et de l'énergie thermique, ce qui nous aidera à relancer davantage d'activités économiques et de recherche. »

La plantation d'arbres est également devenue une source importante d'emplois au niveau local. Plus de 1 800 personnes ont été déjà employées dans les efforts de restauration, dans diverses fonctions allant de la sensibilisation à la culture des plantules.

« À chaque saison, nous testons avec les occupants des terres des schémas agroforestiers adaptés, pour réussir le pari d'améliorer le bien-être local tout en réduisant l'impact de l'agriculture itinérante sur la forêt environnante », a déclaré Paolo Cerutti, directeur du projet au CIFOR.

Cette initiative fait partie des projets Formation, Recherche et Environnement dans la Tshopo (FORETS) et Nouveaux Paysages du Congo (NPC), deux initiatives financées par l'Union européenne et coordonnées par le CIFOR visant à transformer le paysage de Yangambi en un pôle de développement, de conservation et de recherche appliquée, où les ressources naturelles seront gérées durablement afin d'offrir des opportunités à la population locale.

9

devex
Do Good. Do It Well.™

David Njagi (Kenya) ; Kenya's slum vendors rely on savings groups to survive COVID-19 ; Devex, 4 May 2021.

The link : <https://www.devex.com/news/kenya-s-slum-vendors-rely-on-savings-groups-to-survive-covid-19-99741/amp>





Mercy Akinyi waiting to serve customers at her retail shop in the slums of Kibera, Kenya. Photo by: David Njagi

Starved of financial reserves to battle emergencies, Kenya's small traders are struggling to remain afloat as the economic meltdown induced by COVID-19 continues to stagnate businesses one year down the line.

10

The country's economy was projected to contract by 1% to 1.5% in 2020, and research has found that the limited access to capital for micro, small, and medium enterprises further diminished during the pandemic, as the two sources of credit for MSMEs — financial institutions and suppliers — were affected.

Most financial institutions reduced their exposure to the MSME sector by asking for additional collateral and pricing their loans higher than usual, due to the perceived risk associated with these enterprises. Suppliers are experiencing a decrease in sales, and increased expenses have reduced sales on credit, which many MSMEs rely on. In addition, only 20% of the 7.4 million MSMEs operating in the country are licensed entities with access to mainstream financial institutions.

Faced with these challenges, a growing number of vendors in Kenya's slums turned to credit unions and savings groups, which could provide loans without collateral, to boost their businesses.

"Business has been very difficult since COVID-19 came. There are fewer customers and lesser earnings. But I am not very desperate because I am getting financial support from our savings group," said Christine Awuor, a hairstylist operating in Mathare slum.



Awuor's savings group, formed in 2016, is known as Jirani Moyie and has 25 members. They gather every Sunday to raise funds in what is known as "table banking." Each member contributes an agreed amount of money, which can then be loaned out within the group.

"The sustainability that our group has achieved makes me feel confident to face the future, however unpredictable it could be."

— Beatrice Mukami, a retail trader in Kenya's Mathare slum

Benefiting members can invest the money into their businesses and repay later with 10% interest. The balance remaining after needy members have been served is then deposited into a local bank account, Awuor said.

Savings groups also act as collective collateral, with members able to access financing from some nonmainstream financial institutions. During the pandemic, these groups have been used to disburse grants from organizations such as Shining Hope for Communities, or SHOFCO, a grassroots movement working in Kenya's slums that provides grants and loans to small traders through its credit union.

The SHOFCO Urban Network gives grants of up to 7,000 Kenyan shillings (\$70) to small traders in savings groups such as Awuor's to help their struggling businesses bounce back from the coronavirus meltdown. They are also able to apply for loans without collateral through SHOFCO's credit union. The only requirement for accessing funding is belonging to a savings group with at least 20 members, as they can vouch for each other, said Program Manager Isaac Gomba.

More than 150,000 slum vendors are part of these savings groups, which were initially established as associations for building social bonds among people living in slums but later evolved to serve their economic needs, he said.

Savings groups have now spread to 17 informal settlements in four counties and have given community members the opportunity to solve their problems on their own, Gomba added.

Now, "the people will not wait for someone to come from outside their communities to solve their problems because they will use the experience that happens within the community to stand for themselves," Gomba said.

Beatrice Mukami, a retail trader in Mathare, received a loan of 30,000 shillings from the SHOFCO credit union to rekindle her business, which faced closure amid the pressures of COVID-19. Using the funds, she has also been able to establish a chicken-rearing business at her home.





Mukami had previously tried to take out a loan from a local bank but was declined due to a lack of collateral, such as a vehicle logbook or title. However, she was able to access funding with support from her Jiweze saving group.

"I feel like I am a part of something with a purpose. The sustainability that our group has achieved makes me feel confident to face the future, however unpredictable it could be," Mukami said.

Mercy Akinyi, a retail trader in the Kibera slum, said that in the absence of savings groups, people in the slums would have turned to informal lenders who accept electronics and other household goods as collateral and provide loans with 30% interest rates and one-week repayment periods.

"A lot of people who go to loan sharks are not trained on how borrowing and lending works," she said. "They go there to solve short-term problems but end up losing their valuables because they do not take time to understand the conditions put forward by informal lenders."

El Watan.com

Nassima Oulebsir (Algérie) ; Un contrat d'exécution a été signé entre le ministère de l'Environnement et GIZ : Retour au principe de pollueur-payeur ; El Watan, 6 mai 2021.

https://www.elwatan.com/pages-hebdo/magazine/un-contrat-dexecution-a-ete-signé-entre-le-ministere-de-lenvironnement-et-giz-retour-au-principe-de-pollueur-payeur-06-05-2021?fbclid=IwAR1-4WZa8NPX0wP_17SJU2r-0SohwJef3Gpdar2vSkDaOSPixYJpnyvj0Bk



Association Africa 21, C/o Maison Kultura, Rue de Montbrillant 52, 1202 Genève- Suisse
<http://www.africa21.org> / info@africa21.org

Statut consultatif spécial auprès de l'ECOSOC, accréditée à l'OMC, auprès du PNUE, Observateur à la CNUCED
Partenaire de l'université de Genève et de la European Business School in Geneva





Un contrat d'exécution d'un projet relatif à l'amélioration de la législation dans le domaine de la fiscalité environnementale (ALFEN) a été signé cette semaine entre le ministère de l'Environnement et l'Agence de coopération allemande GIZ.

La ministre, Dalila Boudjemaâ, qui a présidé la cérémonie de signature, a indiqué, reprend l'APS, « qu'il est prévu l'application du principe du pollueur-payeur ». Un dispositif législatif déjà existant en Algérie mais peu appliqué. La ministre précise que des impôts seront imposés aux sociétés polluantes. A travers ce projet qui coûtera 4 millions d'euros, une révision de toutes les bases du système fiscal environnemental pour la mise en place de lois et de décrets cohérents et applicables par des organismes responsables est prévue, a-t-elle insisté.

Le projet permettra de simplifier le système de calcul de l'assiette fiscale, former les inspecteurs à son utilisation et mettre en place un système pour la numérisation des données fiscales entre la direction générale des impôts et le ministère de l'Environnement. Des mesures incitatives sont aussi prévues et les cycles de formation seront entamés à Blida et concerneront le secteur de l'agroalimentaire, comme premier départ. La mise en application de ce projet était entamée, selon le communiqué du ministère de l'Environnement, rendu public lundi, depuis janvier 2020, et devrait prendre fin en décembre 2023.

Selon l'approche de GIZ, les activités se concentrent sur la mise en place d'un système durable de recouvrement des taxes environnementales, d'une part, et, d'autre part, elles améliorent les connaissances et les compétences des parties prenantes et facilitent l'accès des entreprises au financement environnemental. Le projet procède d'abord à une analyse complète du système de fiscalité environnementale.

Sur la base de cette analyse, il propose des conseils techniques, organisationnels et stratégiques pour optimiser le système de fiscalité environnementale. Afin d'améliorer le cadre juridique, le projet élabore des propositions techniques et soutient également la création d'un comité interministériel à cette fin.

Il encourage également l'utilisation des nouvelles technologies et forme les acteurs impliqués dans le calcul de l'assiette fiscale et la perception des taxes environnementales. L'assiette fiscale des taxes environnementales doit être ajustée pour refléter l'impact environnemental réel des entreprises, toujours selon l'approche de GIZ.

Le projet avait noté initialement qu'il effectuerait également l'inventaire des mécanismes de financement et d'incitation existants pour les mesures de protection de l'environnement et organiser des activités de sensibilisation des entreprises, des bureaux d'études, des wilayas sur la pollution industrielle et les solutions intégrées existantes. Un autre contrat d'exécution a été signé





lors de la même cérémonie comportant le projet de la protection de l'environnement et de la biodiversité du littoral algérien (PEBLA) avec un coût de 6,2 millions d'euros.

Ce projet sera un outil pour la révision de la stratégie nationale de gestion intégrée des régions côtières en coordination avec l'ensemble des secteurs concernant les activités durables, l'utilisation rationnelle des ressources naturelles et l'aménagement territorial étudié, selon la ministre. Un plan de travail de concert avec tous les secteurs dans le cadre du système d'information géographique (SIG) qui reliera les 14 wilayas côtières du pays sera mis en place.

Un système qui permettra l'obtention d'informations en temps réel à même de renforcer le système de gestion intégré des régions côtières. Selon l'approche de GIZ, il sera tenu compte de questions telles que les conventions environnementales, les normes internationales pour la gestion des zones protégées, les services écosystémiques et les approches intersectorielles.

Des lignes directrices adaptées aux conditions locales seront élaborées pour les pratiques de pêche artisanale responsable et d'aquaculture durable et les organisations partenaires seront soutenues dans leur mise en place, peut-on lire dans la fiche technique du projet. Afin d'améliorer la gestion des aires protégées marines et côtières, les compétences du personnel administratif et du personnel des organisations de la société civile seront renforcées.

14



Marthe Akissi (Côte d'Ivoire) ; Dossier réchauffement climatique en Côte d'Ivoire ; RTI-radio, 7 mai 2021.

Pour écouter le reportage : <https://soundcloud.com/association-africa-21/dossier-societe-alerte-changement-climatique-marthe-akissimp3>

La Côte d'Ivoire connaît depuis le mois mars, une forte vague de chaleur qui a atteint son pic en avril. Dans la capitale économique comme dans certaines grandes villes du pays, le thermomètre a enregistré des records de températures allant jusqu'à une augmentation plus de 3 degrés. A cela





s'ajoute de fortes perturbations sur le réseau électrique. Les experts en climat tirent la sonnette d'alarme. Si rien n'est fait, le pire pourrait arriver, nous rapporte Marthe Akissi dans ce dossier

.....son.....

Une vague de chaleur particulièrement difficile à supporter, par tous : petits et grands. Dans les maisons, dans la rue, sur les chantiers, les populations suffoquent.

.....son.....

Cette année, les températures ont augmenté de plus de 3 degré dans certaines régions de la CI. Selon le directeur de la météorologie nationale, daouda konaté, c'est un signe annonciateur de fortes pluies

.....SON.....

97% des scientifiques travaillant sur le changement climatique estiment que la terre se réchauffe en raison des activités humaines. Marcel yao est un expert ivoirien qui travaille depuis plusieurs années sur la question, auprès des nations unies et de la bad,

.....son.....

Le réchauffement de l'atmosphère, Une sorte de retour à l'envoyeur, qui aujourd'hui affecte notre santé, explique dr stéphane djadan, en charge de la planification de la veille sanitaire à la direction de la santé du district d'abidjan

.....son.....

Et ce n'est pas tout, le réchauffement entraine aussi la Sécheresse des barrages hydro-électriques. Résultat, la distribution de l'électricité en CI connaît en ce moment de fortes perturbations selon les responsables de la compagnie ivoirienne de l'électricité

Pour des experts en énergie renouvelables comme omer gbonon l'espoir repose de plus en plus sur l'économie verte.

.....son.....

Privilégier des panneaux solaires, biocharbons, voitures électriques pour que la planète toute entière reprenne sa santé normale.





Ernest Agbota (Bénin) ; Restauration des terres, et si on allait à l'école de Godfrey N'Zamudjo ; ORTB, 10 mai 2021.

Il faut une restauration intégrative pour faire face à l'aridité des sols au Bénin. Les engrais chimiques et autres pesticides utilisés dans la production agricole, très coûteux pour les agriculteurs, infectent les produits alimentaires et nuisent tant à l'organisme humain, qu'à l'environnement notamment le sol alors qu'on peut adopter un nouveau type d'agriculture, basé sur des techniques naturelles de fertilisation du sol, avec de la matière organique. L'une de ces techniques, pratiquée au Centre Songhaï du Bénin est le Super sol.

Pour écouter le reportage radio : <https://soundcloud.com/user-60926866/restauration-des-terres-et-si-on-allait-a-lecole-de-godfrey-nzamudjo>

16



Michaël Moukouangui Moukala (Gabon) ; Climat : vers une nouvelle trajectoire mondiale ; mai 2021.

Le sommet mondial sur le climat organisé les 22 et 23 avril dernier, à l'initiative du président américain, Joe Biden, a donné lieu à la définition d'une nouvelle trajectoire dans la lutte contre les changements climatiques à travers la planète. Plus encourageant, celui-ci a été l'occasion pour les pays développés, grands pollueurs de la planète, de se décider d'agir pour la sauvegarde de la planète.

Les Etats-Unis, aujourd'hui dirigés par Joe Biden, veulent corriger le tir des années Trump sur la question du climat. Autour des représentants des nations les plus émettrices de carbone et des pays vulnérables, les Etats-Unis, lors du sommet sur le climat convié les 22 et 23 avril dernier par le





président Joe Biden ont décidé de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) de 50% d'ici à 2030 par rapport au niveau de 2005. Un engagement multiplié par deux par rapport à ceux pris par l'ancien président Barack Obama il y a quelques années.

Cette annonce a été un élément catalyseur dans la prise des décisions généralisées des pays dans la lutte contre les émissions de GES. Ces pays représentent à eux seuls environ 80% des émissions de la planète. Le Canada, la Chine, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, le Brésil... tous ont décidé de consentir à des efforts dans la lutte contre cette problématique du 21e siècle. Cet engagement « montre que le vent tourne en faveur de l'action climatique mais qu'il y a encore un long chemin à parcourir », a fait savoir le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Avec une moyenne de réduction des émissions de carbone de 20 à près de 80%, « le leadership de tous les principaux émetteurs sera essentiel pour assurer le succès à Glasgow. (Car) Il est désormais urgent que tous les pays, en particulier les autres principaux émetteurs, présentent leur plan sur les changements climatiques, bien avant la COP 26. » Cette voie pourrait être envisagée si les pays consentaient réellement à des efforts en conformité avec leurs engagements respectifs.

Le temps est désormais compté, d'autant plus que les engagements de 2015 lors de la COP21 n'ont pas été respectés. Selon un bilan dressé par l'ONU en mars dernier, seuls 75 des 200 pays signataires de l'Accord de Paris avaient soumis leurs engagements révisés pour 2030. Leurs plans climatiques mènent vers une trajectoire de baisse des émissions mondiales de moins de 1 % en 2030 par rapport à 2010.

Or, le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) estime qu'il faudrait une baisse de 45 % d'ici 2030 des émissions pour ne pas dépasser 1,5 °C de réchauffement d'ici la fin du siècle. Il y a donc matière à concrétiser les nouveaux engagements du sommet mondial sur le climat organisé récemment à l'initiative de Joe Biden. Car d'après la présidente de la Commission européenne, « cette décennie sera celle de la réussite ou de l'échec climatique ».



Meriem Khadhraoui (Tunisie) ; Tunisie-UE-Agrochimie : Des pesticides dangereux interdits en Europe, toujours importés en Tunisie ; TAP, 11 mai 2021.

Lien : https://www.tap.info.tn/fr/Portail-%C3%A0-la-Une-FR-top/13986157-?fbclid=IwAR3_txdf6Onsw_vsKs1CsD_kKn_peWBsN3F4ATr2-f2700db2t2kO4vwZqM



18

Tunis, 11 mai (TAP- Par Meriem Khadhraoui)- Environ 33 pesticides dangereux sont toujours importés par la Tunisie, alors qu'ils sont bannis en Europe, selon un rapport réalisé par l'Association de l'Education Environnementale pour les Futures Générations AEEFG, en collaboration avec le Réseau International pour l'Elimination des Polluants (IPEN), rendu public en 2020.

Ce rapport, dont l'agence TAP a obtenu une copie, a décortiqué les conséquences de l'utilisation (et des importations) de pesticides extrêmement dangereux en Tunisie, dont certains sont pourtant interdits dans d'autres pays.

En Tunisie, 33 entreprises sont actives dans le secteur des pesticides, 215 matières actives de pesticides sont enregistrées et distribuées sur le marché national sous 493 marques commerciales. Mais, les quantités réellement importées ne sont pas connues.





Le pays a importé, en 2018, 240,5 tonnes de pesticides à usage agricole bannis ou sévèrement restreints dans l'UE dont 35000 kilogrammes de cyanamide, selon un rapport de PublicEye et Greenpeace sur la liste des pays importateurs des pesticides dangereux de l'UE. Il s'agit d'un engrais azoté utilisé en agriculture mais aussi, comme herbicide ou défoliant (sur la liste tunisienne d'homologation des pesticides, il est cité sous la rubrique divers). Cet engrais pourrait être irritant et provoque des vomissements lors de son ingestion.

Aussi, en 2019, une liste de 19 autres pesticides interdits sur le sol européen, ont fait pourtant, l'objet d'une notification d'exportation à destination des trois pays du Maghreb dont la Tunisie. Plusieurs pays africains et magrébins, dont la Tunisie continuent d'importer ces pesticides à usage essentiellement, agricole, révèlent aussi, des rapports de l'ONG suisse « PublicEye », Greenpeace-UK et d'autres organisations non gouvernementales internationales, qui qualifient l'exportation de ces pesticides par les pays européens « d'hypocrisie toxique ». Manque de Transparence !

« La Tunisie à travers le Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la pêche, devrait, à l'instar du Maroc, du Soudan et d'autre pays, publier la liste des pesticides importés. En visitant le site web du Ministère à la date du 10 Mai 2021, j'ai constaté que la liste des pesticides homologués date de 2017, ce qui révèle une défaillance dans l'actualisation des données à l'ère de la digitalisation », déclare à l'Agence TAP, Semia Gharbi, présidente de l'AEEFG, spécialiste en sciences de l'environnement et coordinatrice du Hub regional « IPEN-MENA/ North Africa », qui milite pour un avenir sans toxicité.

Et de relever que contrairement aux «pays de l'UE où la liste des matières actives retirées du marché sont affichées avec tous les détails du retrait, nous ne trouvons pas de démarches similaires faites par le Ministère de l'Agriculture ».....«Face au manque de rigueur et de transparence concernant les pesticides bannis de l'UE et leur exportation vers les pays en voie de développement dont la Tunisie, le Ministère de l'Agriculture doit agir et même exiger du département de la protection des plantes en charge de l'homologation des pesticides, d'être transparent en publiant sur son site web, la liste actualisée des pesticides ainsi que les sociétés importatrices et la liste des pesticides déjà bannis. Il ne faut pas attendre la mise en œuvre de l'engagement de la Commission européenne, à mettre fin à l'exportation de pesticides dangereux interdits dans l'UE".

Gharbi dénonce, par ailleurs, une politique de « deux poids deux mesures, entre les pays dits développés et le reste du monde ». L'importation, un choix souverain !





L'industrie chimique, tous secteurs confondus, est la quatrième industrie dans l'Union européenne (UE). Cette dernière, deuxième producteur mondial dans ce domaine, renvoie la balle aux pays importateurs, elle estime que les règles européennes sur les exportations de pesticides interdits sont déjà « plus strictes qu'exigé ».

D'après PublicEye, une source au sein de la Commission européenne a déclaré qu'une « interdiction des exportations de l'UE n'amènera pas automatiquement, les pays tiers à cesser d'utiliser ces pesticides car ils peuvent en importer d'ailleurs ». Elle estime que « les convaincre de ne pas utiliser de tels pesticides sera plus efficace ». Cela ferait partie des « efforts de diplomatie verte » prévus par l'UE.

La réglementation européenne assure que les pays importateurs reçoivent « une information solide et fiable sur les risques de ces substances », a notamment déclaré un représentant de l'Allemagne, cité par PublicEye « Ils ont la possibilité de décider d'autoriser ou non, l'importation ».

« Puisque l'importation est un choix souverain, la Tunisie gagnerait à opter pour la protection de la santé humaine-, constitution oblige, et des agriculteurs en contact direct avec les intrants agricoles, pesticides et engrais . Le pays devrait garantir la transparence, le droit à l'information, et arrêter l'importation des pesticides bannis dans leurs pays d'origine », commente Gharbi.

Selon des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des experts de la santé publique, l'utilisation des pesticides hautement dangereux pourrait expliquer en partie, la recrudescence constatée en Tunisie de différents cancers, d'après une étude de l'APIA (2015). <http://www.apia.com.tn/medias/files/Etude-de-l-encouragement-des-investissements-et-de-developpement-de-production-de-legumes-sous-serres>.

Le rapport de l'AEFG a cité, par ailleurs, de nombreuses lacunes dans la gestion des pesticides en Tunisie, le non-respect des textes à plusieurs niveaux (commercialisation, stockage, application, résidus, protection, gestion des emballages vides), l'absence de procédures de contrôle post-approbation adéquates et pratiques, l'insuffisance des efforts de sensibilisation et d'encadrement des petits et moyens producteurs et utilisateurs agricoles sur les risques liés aux pesticides et à la protection des cultures, l'existence de marchés parallèles et l'absence d'un système de gestion écologique et rationnel des conteneurs de pesticides vides.

20



www.news.cn



XINHUANET

Sharon Tshipa (Botswana) ; (Hello Africa) Feature: Bicycle ambassador urges Botswana youth to embrace bicycles as clean mode of transport ; Xinhua, 12 May 2021.

The link : http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/12/c_139941284.htm



Youth ride bicycles at Tlokweng village in Botswana, Dec. 2, 2019. (Xinhua/Sharon Tshipa)

A high number of vehicles imported into Botswana contribute immensely to air pollution. Mpaphi Ndubo, Founder of Cycling Embassy Botswana, urges the youth to opt for bicycles as a clean, cheap and affordable mode of transport.

GABORONE, May 12 (Xinhua) -- It has become the norm among Botswana youth to graduate, get a job and immediately buy a car, even if it means securing a hefty loan.

What encourages young Batswanans to quickly procure motor vehicles is the desire to escape long bus stop queues during rush hours. And the desperate need to escape congested and stuffy public minibuses prevalent in the country, that either drive dangerously too fast or at a snail pace.

This escape of Botswana's poor public transport system has encouraged the rise of the unprecedented motor vehicle population in the country, said Mpaphi Ndubo, Founder of Cycling Embassy Botswana supported by BYCS, an Amsterdam-based social enterprise whose work is rooted in the belief that bicycles provide more than efficient and sustainable transportation.

In urging the youth to opt for bicycles as a clean mode of transport, Ndubo said climate change and global warming are a result of human activities that destroy the ozone layer through air pollutants.

"Transportation contributes about 20 to 25 percent of carbon emissions," he said.

His concerns emanate from the fact that before the outbreak of the COVID-19 pandemic and its subsequent travel restrictions, figures by Statistics Botswana had revealed that the population of locally registered vehicles on Botswana's roads had risen to 584,000 by the end of June 2019, doubling the number from the previous decade.



Mpaphi Ndubo, Founder of Cycling Embassy Botswana, is seen at his bicycle store at Tlokweng village in Botswana, Dec. 2, 2019. (Xinhua/Sharon Tshipa)

At these levels, the country has about 254 vehicles per 1,000 people, a statistic that put Botswana among the world's highest in terms of vehicle density.

Because a high number of the vehicles imported into the country are second hand low efficiency cars, they contribute immensely to air pollution. As a result, the capital city is consistently ranked among the worst in air quality across the globe.





"Everyone can manage their individual carbon footprint, and there is no better way to do that other than cycling," said Ndubo.

"The youth are leaders of tomorrow, but this leadership cannot be suspended until tomorrow. This leadership needs to start now," he said, adding that being leaders of tomorrow means appreciating the value of cycling and doing all to ensure the creation of a future one will be proud to have contributed to.

Cycling, Ndubo said, is not only a clean mode of transport, but it is also cheap and affordable.

"Today one of the greatest challenges for youth is sedentary lifestyles. Sitting behind the television at home, lack of playing space for children and parental pride of wanting to be seen dropping off and picking their children from school," he lamented.

The resultant lack of exercise will have adverse impacts on children's health in the future as it predisposes them to non-communicable diseases, he said.

"One of the critical factors that is killing people who are infected by COVID-19 is pre-existing or underlying conditions," he said, adding that cycling is an antidote to securing a healthy future.

23

Sciences Watch

INFOS

Adrienne Engono Moussango (Cameroun) ; Cameroun : Gestion durable des forêts : 600 000 hectares de nouvelles aires protégées à mettre en place ; Sciences Watch infos, 16 mai 2021. P.

Lien : <http://www.scienceswatchinfos.cm/cameroun-gestion-durable-des-forets-600-000-hectares-de-nouvelles-aires-protegees-a-mettre-en-place/>

Le projet qui couvre six pays du Bassin du Congo est financé par le Fonds pour l'environnement mondial.

Le Fonds pour l'environnement mondial (Fem) propose aux pays du Bassin du Congo, un projet intitulé : « Gestion intégrée des paysages forestiers du Cameroun dans le bassin du Congo ».

Ce projet financé par le Fem s'inscrit dans le cadre du programme d'impact de la gestion durable des forêts sur les paysages durables du Bassin du Congo (Congo IP). Le ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable (MINEPDED) en





coordination avec le World Wild Fund for Nature – Cameroun (WWF-Cameroun) vont le mettre en exécution.

Il vise à « renforcer la gestion intégrée des paysages forestiers d'importance mondiale du Cameroun dans le bassin du Congo afin de garantir son intégrité biologique et d'accroître les possibilités économiques et les moyens de subsistance des populations dépendantes de la forêt. Sur une période de six ans, le projet abordera les principaux obstacles et s'attaquera aux facteurs de la déforestation, de la dégradation des forêts et de la perte de biodiversité par une approche intégrée et inclusive qui vise à obtenir et à maintenir la participation effective et l'autonomisation des peuples autochtones et des communautés locales et à renforcer leur résilience », signe la directrice pays du WWF, Clotilde Ngomba. « Le projet sera mis en œuvre dans les segments camerounais de trois paysages transfrontaliers : (i) le paysage du Campo Ma'an-Rio Campo (CMRC) (769 446 ha), (ii) le paysage du Tri-National Dja-Odzala-Minkebe (TRIDOM) (4 949 174 ha), et (iii) le paysage du Tri-National de la Sangha (TNS) (1 490 552 ha). Le projet est divisé en cinq composantes, à savoir : l'intégration de la planification et de la gestion intégrées de l'utilisation des terres ; l'amélioration de l'efficacité de la gestion et la gouvernance des forêts à haute valeur de conservation, et des interventions ciblées pour protéger leurs espèces menacées ; la progression de la gestion durable des forêts (GDF) par le développement des chaînes de valeur des produits forestiers non ligneux (PFNL) et des bois durs ; l'accroissement des bénéfices tirés de la biodiversité grâce au développement du tourisme durable et la gestion de projets et de connaissances, suivi et évaluation. Pour des résultats attendus et les bénéfices environnementaux globaux du projet dont : 600.000 hectares de nouvelles aires protégées à créer, 952 573 hectares de zones protégées terrestres sous une gestion plus efficace, 3.076.093 hectares de paysages dans le cadre de pratiques améliorées, 3,3 t/ha/an ou 26,2 millions de t CO₂eq sur une période de 20 ans d'émissions de gaz à effet de serre atténuées et 18 471 (dont 8 866 femmes, 9 605 hommes) bénéficiaires directs.

24

Sciences Watch

INFOS

Adrienne Engono Moussango (Cameroun) ; Cameroun : Tuberculose : Embûches de la lutte contre une maladie gratuitement traitée ; Sciences Watch Infos, 16 mai 2021.

Le lien : <http://www.scienceswatchinfos.cm/cameroun-tuberculose-embuches-de-la-lutte-contre-une-maladie-gratuitement-traitee/>





La prise en charge de cette pathologie infectieuse qui affecte principalement les poumons fait face aux problèmes de dépistage, de centres de traitement et de personnel.

Maladie infectieuse d'origine bactérienne potentiellement grave qui touche principalement les poumons, la tuberculose est la première maladie opportuniste qui affecte les personnes atteintes du VIH (PVIH+). Selon les données du ministère de la santé publique, en 2020, 25% de PVIH+ étaient affectées par le TB. L'Organisation mondiale de la santé (Oms) indique que : « les bactéries provoquant la tuberculose se propagent lorsque la personne infectée tousse ou éternue. La plupart des personnes infectées par les bactéries provoquant la tuberculose ne présentent pas de symptômes. Lorsque des symptômes existent, ceux-ci comprennent une toux (éventuellement avec du sang), une perte de poids, des sueurs nocturnes et de la fièvre. Un traitement n'est pas toujours nécessaire en l'absence de symptômes. En revanche, les patients présentant des symptômes actifs devront suivre un long traitement impliquant la prise de nombreux antibiotiques ».

La résurgence de la TB dans le monde a amené l'Organisation des nations unies (Onu) à tenir une réunion de haut niveau sur la lutte contre la tuberculose. Celle-ci assure 69% du financement international de la lutte contre la tuberculose (10% de l'ensemble des ressources disponibles).

La Journée mondiale de lutte contre la tuberculose a été commémorée le 24 mars dernier sur le thème : « l'horloge tourne ». Le Cameroun a adhéré à l'initiative mondiale « End TB », mettre fin à la tuberculose d'ici 2030. Par ailleurs, la lutte contre la tuberculose et d'autres maladies comme le Vih/sida et le paludisme s'inscrivent dans l'Objectif du développement durable (Odd) N°3 : « Assurer le bien-être pour tous ». Cet Odd et les 16 autres seront évalués en 2030.

Au Cameroun, le plus grand défi : « Nous voulons stopper l'évolution de la maladie dans les groupes à risque par des tests à grande échelle auprès des prisonniers, des personnes vivant avec le vih, des populations des grandes villes. Il s'agira de tester et de traiter en masse », indique la Secrétaire permanente adjointe du Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT), Dr Edwige MVONDO ABENG épouse BELINGA.

C'est en réponse à cette préoccupation du PNLT que l'organisation non-gouvernementale (ONG) Femmes-Santé et Développement (FESADE), sous-réциpiendaire en charge du volet communautaire de la lutte contre la tuberculose et la Cameroon National Association for Family Fair Well (CAMNAFAW), réциpiendaire de ce volet dans la lutte au Cameroun ont organisé la formation de vingt-deux jeunes gens aux techniques de recherche des patients du 24 au 26 mars 2021 à Mbalmayo, ville située à une cinquantaine de kilomètres de Yaoundé. Les ACRA ont été entretenus sur la maladie, ce qu'elle est n'est pas, ses modes de transmission, les techniques d'approche et de conviction des patients en communautés et sur la tenue des outils.

Ce qu'ils pensent





Urbain Abega Akongo

Urbain Abega Akongo Coordinateur exécutif de l'organisation non-gouvernementale (ong) Femmes-Santé et Développement (FESADE)

La formation du pool de formatrices des formateurs des (ACRA) TB marque une étape centrale pour les activités de recherche active des cas de tuberculose, qui seront implémentées au sein des communautés par les ACRA, après renforcement de leurs capacités par les formateurs et par l'appui de et la supervision de toutes les parties prenantes que vous êtes. Cette activité marque un moment spécial dans le cadre de la célébration de la 28ème journée mondiale de la lutte contre la tuberculose. Il faut dire que le thème de la journée mondiale : « L'horloge tournent » sied parfaitement à cette activité à double détente. Il est temps que les acteurs communautaires montrent véritablement de quoi ils sont capables en apportant leur contribution décisive à la lutte contre la tuberculose en mettant tout en œuvre pour couper la chaîne de transmission de la tuberculose. »

Edjengele Lotti, Cameroon National Association for Family Fair Well (CAMNAFAW)

Il y a lieu de s'inquiéter sur l'ampleur de la maladie au Cameroun et se mobiliser pour l'éliminer.

26

Le sentiment est le même, l'on dira, pour le Directeur Exécutif de la Cameroon National Association for Family Fair Well (CAMNAFAW). « Cette année, le thème de la Journée Mondiale de lutte contre la tuberculose : « L'horloge tourne » nous interpelle davantage. Nous avons enregistré des résultats encourageants au cours de la première phase. Nous pensons faire mieux pour celle-ci qui s'étend de 2021 à 2023 », se réjouit M. Edjenguele Lotti. En effet, dans le cadre de la mise en œuvre de la première phase entre 2018 et 2020, sur les 11109 cas référés, 7451 sont arrivés dans une formation sanitaire, 1702 ont été testés positifs et 738 enfants de zéro à cinq ans ont été mis sous traitement anti-tuberculose. Pour le directeur exécutif de la CAMNAFAW, étant donné que ces données ne sont pas nationales, il y a lieu de s'inquiéter sur l'ampleur de la maladie au Cameroun et se mobiliser pour l'éliminer. Edjenguele Lotti croit que, pour son efficacité, la méthode araignée, au travers du déploiement des communautaires mérite d'être encouragée.





Sciences Watch

INFOS

Adrienne Engono Moussango (Cameroun) ; Cameroun : Reboisement : 100 000 arbres à planter dans la Lékié ; Sciences Watch Infos, 20 mai 2021.

Le lien : <http://www.scienceswatchinfos.cm/cameroun-reboisement-100-000-arbres-a-planter-dans-la-lekie/>

La campagne est menée par le CIFOR et le Ministère des Forêts et de la Faune.

La Rédaction avec CIFOR

Le Centre de recherche forestière internationale (CIFOR) à travers son projet GML « Gouvernance des paysages multifonctionnels en Afrique subsaharienne : gestion des compromis entre les impacts sociaux et écologiques » a lancé ce jour une campagne de reboisement de 100 000 arbres dans les communes d'Okola et Evodoula, sous le patronage du Ministère des forêts et de la faune (MINFOF).

Avec pour objectif de contribuer de manière efficace à la gestion durable des chaînes de valeur du bois-énergie et à l'amélioration des conditions de vie des populations, avec un intérêt particulier accordé à la restauration des paysages dégradés, cette activité vient renforcer la disponibilité des essences à croissance rapide destinées au bois énergie (70%), mais aussi des essences fruitiers comestibles (30%).

Selon Abdon Awono, coordonnateur du projet GML au Cameroun, « l'objectif n'est pas celui de planter uniquement des arbres, mais d'avantage de faire grandir les arbres. C'est pour cela que nous emmenons les communautés, avec l'appui des communes, à s'approprier l'initiative qu'ils apprivoiseront à travers un système agroforestier, permettant de pratiquer l'agriculture sur les sites reboisés en faisant un entretien des arbres en même temps ».

Cette initiative s'inscrit davantage dans la stratégie gouvernementale de développement de plantations forestières et de restauration des paysages dégradés, adoptée en 2019. Dans cet ordre d'idées, Salomon Belinga, Chef de cellule de la régénération, du reboisement et de la vulgarisation sylvicole au MINFOF, a tenu à féliciter et à encourager le CIFOR à « continuer des initiatives pareilles, qui œuvrent de façon importante à la lutte contre la déforestation et à l'amélioration des conditions de vie des populations de la Lékié ».



La prochaine étape sera d'accompagner le processus d'appropriation de cette initiative par les communautés locales, sous l'encadrement des partenaires, et de l'étendre dans les autres communes du département de la Lékié et à ailleurs.



Stephen Tsoroti (Zambia) ; Chemical compounds endanger vultures ; Zambian eyes, 21 May 2021.

The link : <https://zambianeye.com/chemical-compounds-endanger-vultures/>





In 2013 and 2015 a combined figure of 190 bodies of elephants were seen scattered in Hwange National Park, alongside the dead elephant carcasses were collects of vultures, all dead after eating meat from the cyanide poisoned elephant carcasses.

Recently the acts have to be repeated, though on a smaller scale, as 50 vultures fell victims after eating a pesticide poisoned cow at farm in Feather Stone area.

A handful of examples – but shows how the trend is growing and having devastating effect on the endangered bird species.

Bird Researchers and Ornithologists say these happenings calls for a broader approach to the survival of the endangered vulture populations in Zimbabwe and Africa as a whole.

Bird orphanage and conservationist Gary Stafford thinks a wide approach is now needed to save the birds.

“There is need for spotting and reporting cases of poisoning quickly so that the birds can be saved and rehabilitated effectively.” says Stafford.

Stafford has rehabilitated successfully birds that range from owls’ doves, eagle, flamingoes and lots of garden birds over the last 35 years.

The ample rehabilitation of 15 vultures from the Featherstone incident at the orphanage proves that it can be done well.

Birdlife Zimbabwe director, Julia Pierini agrees, “The need for action to reverse the decline of Africa’s vultures is urgent. We have to protect this species with best possible tools.”

Birdlife Zimbabwe have rolled up the rapid response system that enables local authorities to contain incidents of poisoning swiftly and effectively when detected, conducts poisoning response training workshops aimed at local wildlife authorities and conservation organization as part of the rapid response system in Zimbabwe.

Their training workshops provide participants with practical experience on how to handle a poisoning crime scene effectively and safely, in order to ensure that a poisoning incident is accurately identified, the site is contained to prevent poisoning related fatalities, and evidence is appropriately collected and analyzed for prosecution.

In Kenya, the local birdlife organization has also developed a response protocol in collaboration with national stakeholders to outline basic procedures to follow in response to a poisoning incident.

“Vultures need suitable habitat with food sources,” points out Roger Parry Wildlife Manager at Wildlife Trust in Victoria Falls. Over 72% of the Important Bird Areas falls within private farms.

Cattle ranching, game ranching, dairy farming and crocodile farming attract hundreds of vultures to these farms.





The area's large trees serve as suitable perching, roosting and breeding sites. Large privately-owned commercial farms and ranches are a major attraction due to the waste from meat processing and crocodile harvesting.

Vultures are a group of scavenging birds adapted to exploit food sources that many other animals are unable to use.

They are quick to detect and pick clean carcasses before disease spores can take hold, thereby helping to control outbreaks of deadly diseases such as rabies, botulism and tuberculosis.

Although they may not receive the same adoration as elephants and lions, they are a vital part of Africa's ecosystems.

"The loss of the sanitation services they provide would have adverse ecological, public health and economic effects, with wide ramifications. They have earned the name "nature's clean-up crew" because of this essential ecological role." says Peirini.

Researcher Josephine Mandavu believes the state of the vultures is now at the mercies of expanding and unsustainable agriculture and other forms of land use.

Across the continent, the threats to birds and biodiversity have been increasing and the environment faces a milieu of challenges due to the changes that have followed development.

Today, Africa's vultures are disappearing at a devastating rate. Assessment of vulture declines over 30 years showed that populations of seven African vulture species have fallen by 80-97% (over 92% in five species) in the last three generations according to an assessment report by birdlife partnership in Africa.

The ecological effects are already being felt today across the continent. In the Masai Mara National Reserve, Kenya, vulture numbers have plummeted by over 60% in just a couple of decades; and in parts of West Africa, vulture populations have declined by over 97% outside protected areas.

Four African vulture species – Hooded Vulture *Necrosyrtes monachus*, White-backed Vulture *Gyps africanus*, Rüppell's Vulture *Gyps rueppelli* and Whiteheaded Vulture *Trigonoceps occipitalis* – were uplisted to Critically Endangered in the 2015 IUCN Red List, indicating that if no immediate action is taken, they may become extinct within this lifetime.

30

www.news.cn



XINHUANET

Sharon Tshipa (Botswana) ; Feature: Chinese farmer in Botswana promoting moringa farming ; Xinhua, 24 May 2021.

The link : http://www.xinhuanet.com/english/2021-05/24/c_139967200.htm





Hu Yan (L), Co-Founder and Managing Director of Moringa Technology Industry, is seen with Nnaniki Makwinja, Assistant Minister of Basic Education and Member of Parliament for the Lentsweletau-Mmopane Constituency, at his new moringa farm in Mmakanke Village, Kweneng District, Botswana, on April 30, 2021. (Photo by Sharon Tshipa/Xinhua)

GABORONE, May 24 (Xinhua) -- The morning was wet, cold, and misty. The light drizzle that had Hu Yan's windscreen wipers frantic promised a full day of rain, and yet, the seemingly unfavourable weather conditions on the last day of April did not deter farmers from congregating at the Mmakanke Village kgotla.

Addressing the gathering, Hu, the Chinese moringa farmer and manufacturer of moringa products delivered the good news he had already shared in two other villages within the Lentsweletau-Mmopane Constituency a week earlier.

While he spoke, the crowd was profoundly curious and attentive.

Diligently, he briefed them on the limited availability of moringa tree yields such as the leaves and pods that he needs to produce moringa oil, nuts, noodles, powder, tea, pills, pasta and instant porridge, a few products that he has already stocked up by various shops and pharmacies locally.

"I want farmers to start planting moringa trees so they can supply our manufacturing company," said Hu Yan, Co-Founder and Managing Director of Moringa Technology Industry, adding with the help of the Botswana Investment and Trade Center, he hopes the company can start exporting moringa products to Europe and the U.S. by August this year.





To meet the international demand, Hu needs at least 50 tonnes of moringa to start, hence he has been training local farmers on growing moringa trees and giving them seeds to get started.

His efforts to ensure that about 500,000 trees are planted within the Greater Gaborone Area have since attracted both the young and old from across the country.

"I have always been interested in farming and manufacturing in general, but I wanted a product that has not saturated the market and can give me good money. My research led me to Hu's moringa factory," said the 32-year-old Bonno Kgengwenyane who has a farm in Borolong Village and wants to start farming immediately.

In order to get started, he joined the growing moringa movement, and travelled to Mmakanke Village so he can consult with Hu.

With this opportunity, he believes his dreams can finally be realized.

While Kgengwenyane is looking into commencing, other farmers like Baganetsi Mmolawa, the Vice President of the Botswana Organic and Natural Foods Association, have already planted the trees and look forward to selling the harvest to the Moringa Technology Industry.

"What attracted me to this plant is that it is planted organically, and I was looking for moringa product manufacturers when I found Mr Hu," said Mmolawa, who has since become one of the leading voices of the Moringa Association of Botswana, which was officially registered on May 18, 2021.

Among other objectives, the Moringa association will promote the development of the moringa industry by engaging with the government and other relevant authorities and institutions on matters that affect the moringa industry, while facilitating the development, capacity and training of members and other stakeholders.

What pulls farmers to moringa is the fact that the plant requires little water to thrive and requires little security and attention, making it an ideal plant as the semi-arid Botswana has been battling recurring climate change incensed droughts, heat waves and rising temperatures for over a decade.

The droughts that worsened human and wildlife conflicts also resulted in livestock and crop losses, leaving traditional farmers destitute. Consequently, farmers abandoned or resorted to selling their farms.

"We know times are hard, but don't sell your land. You will not benefit anything in the long run. That kind of money does not last," said Nnaniki Makwinja, Assistant Minister of Basic Education and Member of Parliament for the Lentsweletau-Mmopane Constituency wherein Mmakanke Village is located.



Rather than selling, Makwinja encouraged the congregated farmers to consider growing moringa trees in their farms.

"Moringa is one of the three projects we have since chosen in the socio-economic development of our cluster of villages. It is a project you can undertake and benefit from quickly," she said.

"It has the potential to improve your lives greatly," she said, adding that farmers should consider moringa as their green "diamond." Enditem

El Watan.com

Nassima Oulebsir (Algérie) ; Le « tourisme domestique » l'expose aux dégradations : Le lac noir est victime de sa popularité ; El Watan, 26 mai 2021.

<https://www.elwatan.com/pages-hebdo/magazine/le-lac-noir-est-victime-de-sa-popularite-27-05-2021?fbclid=IwAR0HF2I7ADSvj35UMwE-CsO4KL8gOCpvxFvQKcEiPDP4FQdw0Xnk4ZV6lho>

33



(Photo : Souhil B)





Une destination très prisée, envahie même par les randonneurs qui ne font pas tous preuve de civisme. Le Lac noir, situé à l'intérieur de la forêt d'Akfadou, se dégrade de jour en jour. Les services des forêts lancent un cri de détresse et demandent son classement comme Parc national.

« Le Lac noir est victime de sa popularité. Il se dégrade du jour au jour ». De l'inquiétude, de la panique, mais surtout de la colère que nous avons pu lire dans les yeux du conservateur principal, Mohend Touati, chef de la circonscription des forêts d'Adekar, qui nous a accompagnés sur les lieux en passant par quelques pistes de la forêt d'Akfadou.

On observe une baisse du niveau d'eau du lac, les traces de pneus, des plantes piétinées, la terre entassée et des barbecues dispatchés entre les arbres. Des bougies et des briquets placés sur des branches d'arbres. On trouve même à notre arrivée quelques troncs d'arbres toujours en feu laissés par ceux qui ont établi leur camp. Sur les arbres des cèdres d'Atlas, d'une rareté reconnue, des marmites sont suspendues. Tout est prêt pour le camping, mais qui ne sont pas tous des connaisseurs. « Ce sont surtout les amateurs de camping et de randonnée qui me font peur », témoigne Mohand Touati.

Sur les lieux, nous rencontrons un jeune en camping, installé depuis une dizaine de jours. Lui, sa mission habituelle au lendemain du week-end est de nettoyer avec ses amis le lac. Il témoigne d'une situation dégradante, d'une malpropreté et d'incivisme de certains. Ici, au fil des jours, on observe l'absence de régénération du sol. Les arbres, des espèces protégées, sont blessés par des amateurs.

Avec des couteaux, ils laissent libre cours à leur imagination pour graver des souvenirs sur des arbres. Une atteinte à une végétation rare. Des cèdres coupés dans cette zone qui est censée être un noyau, inaccessible au public si les lieux venaient à être classés. Un lac envahi de monde tout au long de la semaine, mais particulièrement les week-ends et pourtant difficile d'y accéder.

La route est sérieusement dégradée. Impraticable. Dans un endroit précis, elle a été volontairement coupée suite à l'instruction du wali de Béjaïa dans le cadre des mesures prises pour lutter contre la propagation de la pandémie Covid-19. Une manière pour éviter les regroupements de personnes.

Confusion

Tout le long des 12 km qui mènent du chef-lieu d'Adekar jusqu'au Lac noir, nous croisons des petites citadines, des petites camionnettes, des véhicules 4x4... Les touristes affluent et rien ne les arrête. Les week-ends, des dizaines de bus traversent cette route avec des centaines de touristes à bord pour chacun. Un tourisme de masse qui inquiète la Conservation des forêts.

Plus « angoissant » encore pour la Conservation des forêts, l'annonce de l'APW de Béjaïa de débloquer une enveloppe de 4,5 millions de dinars pour réaménager cette route. « Que deviendra





le lac une fois que la route sera facile à accéder ? », s'interroge Touati. Un avis peu partagé par l'APW qui avance ses arguments.

En facilitant l'accès, ces lieux seront définitivement abîmés. Le chef de la circonscription des forêts d'Akfadou propose alors un autre projet pour tenter de stopper l'actuel : création d'une nouvelle piste qui sera reliée à la RN34, une fois que l'enclos est évité. L'idée est surtout d'éviter et de protéger l'enclos du cerf de barbarie où il y a eu son introduction depuis quelques années. Une unité de multiplication du cerf de Barbarie est réalisée par le centre cynégétique de Zéralda.

Il est considéré comme espèce en voie de disparition. L'expérience est finalement un succès et un autre enclos a été créé. L'effectif devient de plus en plus important. « La pollution sonore dérange énormément le cerf de Barbarie. L'espèce est très sensible, comme d'ailleurs toute la faune », explique Touati.

Tout le long de la route relativement, tout semble propre, vu que les lieux étaient peu fréquentés pendant le Ramadhan et le week-end coïncidant l'Aïd. C'est à partir de ce week-end d'ailleurs que les randonnées reprendront. Plusieurs appels sont lancés. Une angoisse pour Touati qui, raconte-t-il, un jour a réussi à déprogrammer un concert qui allait se tenir sur les lieux du Lac noir. « Je ne peux pas interdire aux gens d'aller à la forêt. Je verbalise lorsqu'il y a un délit ». Toute cette angoisse, inquiétude et cri d'alerte sont dus à l'absence d'un statut de ces lieux.

Une forêt classée Parc national en 1924. Un statut pas repris en 1980, à la création des parcs nationaux. Et pourtant, les lieux présentent des potentialités, à l'image de la zénaie d'Akfadou, qui est unique en Afrique du Nord. De plus, c'est une forêt qui compte plusieurs lacs, comme le lac Ouroufel, le lac Aslous. On trouve aussi plusieurs espèces d'arbres, comme le sapin de Numidie, le cèdre de l'Atlas, le pin noir, le châtaignier, le houx ou l'aulne glutineux.

Inventaire

Selon le dernier inventaire, il existe au minimum, selon Touati, 3000 individus de singe magot, 39 espèces d'oiseaux, dont certaines sont rares... Une situation mal à l'aise aussi par rapport aux agressions dont sont victimes les éléments de circonscription des forêts. Même si Touati a la qualité d'officier de police judiciaire, ses PV ou dépôt de plainte sont vite rattrapés par les gendarmes.

Ces derniers, qui sont aussi saisis pour intervenir, mais disent de ne pas être habilités puisque les lieux ne sont pas considérés publics mais plutôt sauvages. Des rapports aussi « flous » avec les collectivités locales qui sont censés nettoyer la route menant vers le Lac.

Pour le moment, ce sont les services des forêts, parfois à l'aide des associations, d'autres bénévoles, qui ramassent les déchets éparpillés. « Il s'agit d'une route nationale. Elle n'est pas encore déclassée Parc national pour qu'elle soit prise en charge par nos services », explique Mohand Touati.





L'inquiétude, la préoccupation et les craintes du chef de la circonscription des forêts sont certainement justifiées quand on voit les appels aux randonnées pour le lac Ouroufel, un autre sis à Akfadou que les visiteurs commencent à découvrir...

Samir Belaïd. Président de l'APC d'Adekar : Nous ne pouvons pas faire la collecte des déchets quotidiennement

Il existe deux problèmes, selon le président de l'APC d'Adekar, pour la gestion et la collecte des déchets. D'abord, son APC ne dispose pas de moyens pour assurer une collecte de déchets quotidiennement. Ensuite, la route menant du chef-lieu d'Adekar jusqu'au Lac et ses alentours est sérieusement dégradée. Samir Belaïd dit ne pas pouvoir faire quelque chose surtout que tout le territoire relève du domaine forestier et pas des collectivités locales. « Je ne fais pas mes responsabilités, mais nous ne pouvons pas intervenir dans la mesure où la gestion de tout le site relève des services forestiers », affirme le P/APC d'Adekar en reconnaissant que le site se dégrade du jour au jour.

Mhenni Haddadou. Président de l'assemblée populaire de la wilaya de Béjaïa : L'étude de classement du massif d'Akfadou bientôt lancée

36

Une étude de classement du massif forestier d'Akfadou sera incessamment lancée, selon Mhenni Haddadou, président de l'Assemblée populaire de la wilaya de Béjaïa, qui affirme qu'une enveloppe de 6 millions de dinars a été dégagée pour ce projet. L'étude permettra au massif d'être classé et protégé. Une autre enveloppe de 4, 5 millions de dinars a été aussi dégagée pour aménager la route allant vers le lac. Autrement dit, il est prévu de relier la RN12 directement au Lac noir en réaménageant la RN 34 qui mène directement à Akfadou. Un projet que Haddadou qualifie « d'important et d'intéressant » pour le Lac. « C'est pour mieux protéger la forêt en facilitant ainsi l'accès aux services de sécurité et aux forestiers », affirme-t-il. Pour le P/APW, l'ouverture de cette nouvelle route n'impactera pas négativement la forêt ou le lac, si un travail de sensibilisation est mené soigneusement surtout si le site sera classé.





Iragi Maroy (RDC) ; Emission Top vert : l'éruption du volcan Nyiragongo ; Top Congo FM, 26 mai 2021.

L'émission hebdomadaire de Top Congo FM, « Top Vert », revient avec un spécialiste sur la dernière éruption du volcan Nyiragongo au Nord Kivu.

Pour écouter l'émission (une partie en français, l'autre en langue locale) : <https://soundcloud.com/user-767523546/emission-top-vert-eruption-volcanique-26-mai-2021>



37

Sarah Natoolo (Ouganda) ; Irrigation in the Nile basin ; Uganda Broadcasting Corporation, 30 May 2021.

To watch the report, the link : <https://www.youtube.com/watch?v=z6-WcGkPhU0>



Romain Dekadjevi (Bénin) ; état des migrations au Bénin ; Radio Tokpa, 30 mai 2021. P.

Pour écoute le reportage, suivre le lien : <https://soundcloud.com/association-africa-21/migration-pose-20-05-2021>





Uzman Unis Bah (Sierra Leone) ; Dryland is Hindering the Fight to Achieving the Sustainable Development Goals (SDGs 2030), GLF experts impart reporting skills ; Pan African Visions, 31 May 2021.

The link : <https://panafricanvisions.com/2021/05/dryland-is-hindering-the-fight-to-achieving-the-sustainable-development-goals-sdgs-2030-glf-experts-impart-reporting-skills/>



38

GLF training 2021– as the African dryland issue continues to pose a threat to the farming sector, stalling the progress of achieving SDG zero hunger and the elimination of poverty; the Global Landscape Forum (GLF) organises training that reveals reporting skills for journalists in helping raise the awareness and inspiring a global call to help address the crisis.

The GLF training lasted for three days, imparting knowledge to over 40 professional and fledgling journalists in the African continent. The experts shared vital storytelling skills, sharing knowledge and deepening the insight into the looming environmental issues affecting the continent. According to Susanne Wallenöffer, the head Forests4Future, although this is a virtual engagement, it points out the scale at which land damage is taking place and at the same time highlighting the continent’s potential in tackle the problem.

Susanne says the role of the media is to continue raising awareness on the topic and the importance of restoring forests and despoiled lands in the continent, inspiring political actions, reporting and setting the agenda for broader deliberations. “The other point is to simply raise awareness among



the communities and the general public on the potential that restoring degraded lands and forests has fought for everyone.” She said.

The journalists and media specialists are pivotal in telling the stories of affected communities from the most affected to the least affected places of our globe. In raising awareness and stirring aspirations for a lasting solution, the media and journalists play are pivotal. Susanne hailed the Global Landscapes Forum, climate track and partners for hosting such media training.

Storytelling is vital in promoting awareness of the situations affecting people and their livelihood and the environmental danger our society is currently facing. The press and the drivers of conservation stories are crucial in casting light on the signs the planet is witnessing.

“It’s been estimated that there’s potential to generate \$2 trillion globally from Sustainable Agriculture and forest protection.” Jonathan Davies, Global Agriculture Programme Lead at International Union for Conservation of Nature (IUCN), Jonathan said.

In giving an overview of dry land in Africa, Peter Minang, a Principal Scientist with the World Agroforestry Centre (ICRAF), said land degradation is the deterioration or loss of productive capacity of soils. Peter asserts that land degradation is often resulting in desertification and primarily importing desertification in drylands.

39

Most of our forest areas are dry ecosystems that are also important and needed for growing several crops that mostly do well in drier areas, like cotton, so it good to be aware of these facts; Peter clarifies.

Africa is vulnerable to land degradation; millions of hectares are affected, close to 500 million hectares; desertification affects around 45% of Africa’s land area, where there is 55% high risk for further degradation; a study in 2016 estimates that the annual losses in land degradation in Africa, especially in Agriculture, accrue losses of billion Euros, he explains.

According to Peter, population increase, poverty, and a host of other issues contribute to the land loss, but the most dynamic causes are poor governance, poor policy enforcement and lack of investments in land management.

Salima Mahamoudou, a Research Associate at World Resources Institute (WRI), said, often, when we hear of land degradation in Africa, our mind run to pictures of cracked and broken soil, but the fact is, degradation doesn’t necessarily need to be to the extreme, where you will witness the physical markers.



According to Salima, while reporting dryland stories, it is good to consider the common environmental impacts, but it is worth noting that some of the dryland impacts might not be as visible as others.

There is a great potential to store carbon in the soil, arousing interest in developing land carbon sinks, which will benefit the African continent. The opportunity will bring immense possibilities for land use and proper land regime systems in Africa, stated Jonathan.

Birguy Lamizana Diallo, Senior Project Officer, United Nations Convention to Combat Desertification, said desertification is growing; it is noticeable at the environmental level, but predominantly in the social sector, leading to disputes and migrations, economic losses that hugely affect the livelihood of women and youth in the rural communities.



Desertification is land degeneration in arid, semi-arid, and dry sub-humid areas emanating from many factors, including climatic shifts and human activities. It leads to a reduction in crop yields and minimises the resilience of agricultural and pastoral systems – key livelihood pillars in Africa. According to the policy brief of the African Group of Negotiators experts Support.

Our food heroes, the farmers who toil, breaking backs to achieve food security, in the face of all hurdles, are the most challenged when it comes to desertification and the altering of the landmass, either by climate change or natural emergencies. Issues that impact our planet need coverage, but to tell stories that will help raise awareness and inspiring solutions, journalists' need to be equipped to better understanding the issues for better reportage.

